

PERCEPTIONS RUSSES

PAR

IOURI ROUBINSKI (*)

On peut envisager la perception russe de la politique étrangère de la France sur deux plans différents. Le premier est plus subjectif et sentimental, l'autre plus objectif et analytique.

UN POINT DE VUE SUBJECTIF

Les relations entre la Russie et la France ont toujours eu un côté passionnel plus que politique. Ce n'est pas un hasard. Depuis le XVIII^e siècle, la noblesse russe, formée par des précepteurs venus de Paris se servait du français comme de sa seconde, sinon de sa première langue littéraire et mondaine. Après la Révolution de 1789, la France était la référence spirituelle obligée de tous les mouvements d'opposition russes – des libéraux aux bolcheviks.

Si l'administration impériale, y compris la diplomatie, était peuplée d'éléments germaniques venus à la suite de nombreuses princesses allemandes, épouses d'Empereurs de toutes les Russies (sans parler de Catherine II, devenue souveraine elle-même), les intellectuels se référaient quant à eux à la culture française. Pouchkine était par exemple surnommé « *le Français* » par ses camarades de collège. Le *Guerre et paix* de Tolstoï commence par deux pages de conversation en français dans un salon aristocratique russe. Les plus grands noms de la culture de la Russie du début du XX^e siècle, chassés par la révolution communiste de 1917, les dissidents des années soixante et soixante-dix ont trouvé refuge à Paris, tout comme deux siècles plus tôt les émigrés français fuyant à Saint-Pétersbourg la terreur montagnarde.

Mais si ces liens et ce prestige culturels contribuent à créer une image « *globalement positive* » de la France dans l'opinion russe, ils comportent certains risques pour sa politique étrangère. Dans un pays en pleine crise de transition vers la démocratie et l'économie de marché, où chaque parti cherche à l'extérieur un modèle légitimant ses propres préférences, la France court le danger d'être sollicitée de différents côtés. Sa politique est donc en

(*) Directeur du Centre d'études françaises, Académie des Sciences, Moscou.

danger d'être l'otage de querelles russo-russes, comme cela fut à l'inverse si longtemps le cas de la Russie pour elle.

Un autre danger est celui de l'image d'Épinal de la France, type idéalisé entretenu par les discours protocolaires à l'occasion de visites officielles dans les deux sens. Il risque de créer une attente exagérée des Russes, quitte à provoquer ensuite une amère déception si les positions de Paris ne coïncident pas avec celles de Moscou sur telle ou telle question internationale concrète : ce qui est permis aux autres ne l'est pas à une « *amie historique* ».

Enfin, la Russie comme la France attachaient au cours des siècles à leur politique extérieure une vocation universaliste qui se voulait exemplaire et tolérait mal la concurrence. Il n'est pas étonnant qu'à Moscou on soit parfois agacé par un penchant pédagogique de la diplomatie française, à laquelle les Russes reprochent un côté « *donneur de leçons* » (les droits de l'homme par exemple), en dénonçant la pratique des « *deux poids, deux mesures* ». C'est pourquoi les personnes chargées en Russie de la conduite des affaires étrangères, et notamment des relations économiques, trouvent la France sympathique – mais beaucoup moins les Français qu'ils sont appelés à côtoyer quotidiennement.

Ne confondons cependant pas les réactions individuelles et les perceptions étatiques. Les Russes n'ont jamais ressenti l'« *arrogance* » française comme scandaleuse, bien au contraire. La position indépendante de la France, spécialement associée au nom du général de Gaulle, était considérée comme un élément positif, qui suscitait en URSS compréhension et estime. Ce sentiment s'est maintenu après la chute de l'Union soviétique. Entre les deux pays, on ne ressent plus de différences majeures de potentiels économique ou militaire. Les deux paraissent considérer que leurs intérêts sont plutôt parallèles ou complémentaires qu'opposés ou conflictuels.

On ne saurait pour autant omettre les points d'incompréhension qui subsistent voire se développent pour ce qui est de la perception de l'action extérieure de la France. Il semble ainsi aux Russes que les Français éprouvent beaucoup de difficulté à comprendre et à intérioriser les sensibilités et les intérêts des autres. Un exemple en est celui des dettes, sujet dont on sait qu'il est délicat et préoccupant pour la Russie. Les Français se jugent exposés à une spoliation impardonnable, alors qu'ils n'ont jamais évoqué la façon dont ils se sont comportés entre les deux guerres vis à vis des États-Unis et du Royaume-Uni au sujet des dettes interalliées. Après que l'Allemagne ait cessé de payer les réparations en 1932, les Français ont associé ce paiement avec leurs propres dettes et ont interrompu leurs remboursements. Pour être ensuite récipiendaires du Plan Marshall, il leur a fallu signer un accord tout à fait comparable à celui qui vient d'être conclu entre la France et la Russie.

Jamais les Français n'ont fait allusion à leur propre histoire lors de la négociation de cet accord : d'où le sentiment que la France est très élo-

quente lorsqu'elle rappelle les grands principes et les valeurs éternelles, mais qu'elle se montre procédurière et allergique au risque dès que l'on se situe sur le terrain pratique. Surtout, les Français paraissent réserver l'application des grands principes aux autres, tout en s'en exonérant eux-mêmes. Cette dichotomie entre la perception positive d'un pays qui recherche la grandeur et une pratique quotidienne marquée par une certaine mesquinerie est de nature à engendrer frustration et dépit.

QUELQUES DONNÉES OBJECTIVES

— Sur le plan géopolitique, *l'histoire des relations franco-russes n'est pas univoque*. Au XVIII^e siècle et durant la plus grande partie du XIX^e siècle, leurs intérêts n'étaient pas les mêmes. Paris soutenait la Suède, la Pologne et la Turquie comme partenaires de la maison de France contre celle d'Autriche, tandis que pour la Russie, ces pays étaient des obstacles naturels vers les « mers chaudes », objectif constant de la diplomatie russe. Le sort de la Pologne, partagée quatre fois entre les Russes et les Allemands, mais toujours considérée comme amie de la France, l'illustre. La Pologne, ou le contrôle des Détroits turcs de la mer Noire étaient parmi les principales causes des guerres franco-russes sous les deux Napoléon.

L'unification de l'Allemagne réalisée par Bismarck a changé radicalement l'équilibre en Europe, poussant la France à la recherche d'alliances de revers avec la Russie, quel que soit son régime (1891, 1935, 1944). La poussée allemande à travers l'Autriche-Hongrie vers les Balkans et la Turquie a eu un effet comparable du côté russe. Durant les deux guerres mondiales, les deux pays se sont retrouvés du même côté. Bien que séparés d'abord par le Traité de Versailles puis par la guerre froide, Moscou et Paris continuaient à entretenir des relations privilégiées. Au seuil du XXI^e siècle, ces considérations d'antan apparaissent comme dépassées, spécialement par la construction européenne comme par la mondialisation. Comment donc apprécier, du point de vue russe, la politique étrangère française actuelle ?

Comme le disait Jean-François Deniau, « *la France ne peut être elle-même que si elle cherche à être plus grande qu'elle ne l'est* ». Objectif qui n'est pas irréaliste dans la mesure où la France, qui comprend les limites de son potentiel économique et militaire face à celui des États-Unis, cherche et parvient à parler au nom des autres. Elle souhaitait par exemple naguère être le pays le mieux placé pour être compris par l'Est et le Sud, être l'avocat des pays de l'Est et du Sud auprès des puissances occidentales et vice-versa. C'était le cœur de sa politique étrangère. Elle cherche aujourd'hui à réaliser la même ambition au travers de l'Europe, bien que personne ne l'ait encore mandatée pour cela.

– *La politique extérieure française* se présente ainsi comme une *combinaison de continuité et de nouveauté*. La continuité renvoie à l'héritage gaullien, tant dans le contenu que dans les méthodes qui ont fait leurs preuves. Les éléments nouveaux sont imposés par les changements radicaux intervenus au cours de la dernière décennie dans la situation géopolitique de l'Europe et du monde. Cette période transitoire n'est peut être pas entièrement terminée, mais il semble qu'elle touche à sa fin. La France commence à prendre conscience de ses changements et à en tirer les conséquences, mais elle ne paraît pas aller jusqu'au bout.

Durant la guerre froide, la liberté d'action de la diplomatie française s'est vue imposer des limites très strictes et précises. Elles étaient fonction de l'état des rapports entre les deux superpuissances, les États-Unis et l'URSS. Lorsque les rapports américano-soviétiques devenaient conflictuels, la France, bon gré mal gré, s'alignait sur les États-Unis. Lorsque le dialogue américano-soviétique devenait trop exclusif, la France, à l'instar de l'Europe, se sentait marginalisée. En théorie, la disparition du monde bipolaire devrait signifier que la France dispose d'une plus grande marge de manœuvre. En pratique toutefois, cette fonction d'avocat des autres, que la France cherchait à remplir, surtout face à l'Est, a sensiblement évolué, et s'est plutôt amenuisée sans complètement disparaître.

Avec l'effondrement des régimes communistes en Europe centrale et orientale, avec l'unité allemande et avec la disparition de l'Union soviétique, l'Europe est sortie de Yalta, que la France avait condamné de la façon la plus vive durant toute la guerre froide. Depuis lors, les dirigeants français ont reconnu l'émergence des États-Unis comme unique « *hyper-puissance* », qui combine toutes les dimensions de la puissance dans les relations internationales contemporaines, économie, technologie, culture de masse, puissance militaire. Après 1989, la France a donné le sentiment de subir les événements plus que de les former ou même de les canaliser. Elle restait sous l'emprise psychologique du monde qui disparaît et n'avait pas su trouver de repères nouveaux.

Or il semble qu'elle soit maintenant en passe de les trouver, revus et corrigés en fonction des changements qui viennent d'être évoqués. Jacques Chirac conserve la filiation gaullienne, que l'on peut symboliser par une formule du général de Gaulle en 1958 : « *La France appartient à l'Occident sans s'y confiner* ». Je crois qu'ainsi tout est dit. La France d'aujourd'hui persiste et signe. Elle est une puissance occidentale et européenne sans toutefois s'y confiner, et l'on peut penser qu'il en sera toujours ainsi.

– Examinons maintenant rapidement la liste de ses *priorités actuelles*. On y trouve en premier lieu la construction européenne, fondée sur l'axe franco-allemand; ensuite, la modernisation ou l'adaptation des relations transatlantiques, notamment avec le souhait de l'émergence d'un pôle européen de défense dans le cadre de l'OTAN, sans toutefois qu'il y soit enfermé; le tiers-

monde apparaît comme une troisième priorité; et en quatrième lieu, on trouve la recherche de réponses concertées à ces grands défis globaux que sont le terrorisme international, le trafic de drogue, la criminalité organisée, et plus généralement la sauvegarde de l'environnement, etc.

Cette liste ne peut être intelligible que dans le cadre de l'analyse française des relations internationales. Elle correspond parfaitement à l'analyse qui est celle des responsables russes d'aujourd'hui. face à un monde qui tend à devenir unipolaire : il faut chercher à promouvoir un monde multipolaire, un monde qui soit équilibré. Il est composé, à côté des États-Unis, de l'Europe unie, de la Russie, de la Chine, du Japon, de l'Inde, un jour peut-être de l'Amérique latine. C'est dans ce monde multipolaire que pourraient être traités les problèmes internationaux d'un façon qui permettrait d'éviter les excès de ce que l'on dénomme « *l'unilatéralisme* ».

Pour tenter de parvenir à un tel résultat, il faut également souligner que la méthode française évolue. Elle a longtemps été centrée sur de belles déclarations générales et sur la référence à des valeurs, dont l'impact sur les événements diminue à vue d'œil. Le centre de gravité de l'action du Quai d'Orsay est maintenant axée sur le dialogue permanent, tout particulièrement dans le cadre des organisations internationales. Cette méthode est pratiquée de façon active et souvent avec succès.

— Les *résultats* restent cependant dans l'ensemble plutôt *mitigés*. Prenons par exemple l'Europe. En dépit de la création de l'euro, il faut bien constater que les rapports franco-allemands, longtemps privilégiés, ne peuvent plus demeurer ce qu'ils étaient. L'Allemagne nouvelle prend une posture radicalement différente de celle du passé. Elle ne doit plus rien à personne, elle ne veut plus être le financier de l'Europe. Les conséquences risquent de se faire sentir pour ce qui concerne la Politique agricole commune, le budget communautaire, comme sur d nombreux autres dossiers qui attendent l'Union européenne.

On doit également observer un certain rééquilibrage entre la France et le Royaume Uni dans les priorités allemandes. Le Royaume-Uni au demeurant est désormais moins opposé au pool européen, dans la mesure où elle le comprend dans un cadre transatlantique intégré. Très symboliques de ces différences de conception sont les difficultés qu'a rencontrées la France lorsqu'elle a souhaité rentrer dans les commandements intégrés de l'OTAN à la condition qu'ils soient plus équilibrés en faveur des Européens.

S'agissant du tiers-monde, troisième priorité, on notera que la France reste plus active que beaucoup d'autres. Elle s'attache particulièrement aux dialogues, en cherchant à les élargir dans un cadre européen — dialogues euro-arabe, euro-asiatique, euro-latino-américain. On peut espérer qu'une telle méthode connaîtra une certaine efficacité.

Quant à la quatrième priorité, il faut souligner un point qui est d'une importance considérable : la France a réintégré les instances du désarme-

ment et est désormais un participant actif à cette entreprise, tant sur le plan des armes classiques que sur celui des armes nucléaires. Mais la querelle au sujet des armes nucléaires entre la France et l'Allemagne ne fait vraisemblablement que commencer. Elle ne sera pas seulement une affaire européenne. L'Allemagne entreprend de se positionner, contre la France, en tant que représentant des puissances non dotées d'armes nucléaires.

Quoi qu'il en soit, le processus d'adaptation de la France au nouveau cours des relations internationales semble sur la voie. Elle a jusqu'à présent réussi à faire un bout de chemin considérable sans se renier, et sans renier non plus les acquis impressionnants initiés par le général de Gaulle et conforté par ses successeurs.